

35.—Syndicats de 1,000 membres ou plus au Canada, le 1<sup>er</sup> janvier 1955-1957—fin

Organisation	Effectifs déclarés ou estimatifs		
	1955	1956	1957
<b>Syndicats nationaux—fin</b>			
Minière inc., Fédération nationale des employés de l'industrie (CTCC).....	4,823	4,674	4,674
Municipales et Scolaires du Canada, inc., Fédération nationale des employés des corporations (CTCC).....	5,360	5,510	6,014
National Council of Canadian Labour (ind.).....	4,985	5,640	5,840
One Big Union (CTC).....	12,280	12,189	1,900
Postiers du Canada, Association des (CTC).....	7,125	7,600	8,900
Public Employees, National Union of (CTC).....	18,000	25,935	30,361
Public Service Employees, National Union of (CTC).....	3,300	16,500	18,000
Pulpe et du papier, inc., Fédération nationale des travailleurs de la (CTCC).....	12,300	10,600	8,500
Radio and Television Employees of Canada, The Association of (CTC).....	900	1,200	1,500
Railway Employees and Other Transport Workers, Canadian Brotherhood of (CTC).....	32,707	33,851	34,436
Railway Mail Clerks' Federation, Canadian (CTC).....	1,143	1,075	1,030
Railwaymen, The Canadian Association of (ind.).....	1,571	1,239	1,481
Services, inc., Fédération nationale catholique des (CTCC).....	5,500	6,470	6,640
Shipyard General Workers' Federation of British Columbia (CTC).....	2,555	2,550	3,100
Telephone Employees' Association, Canadian (ind.).....	12,043	13,797	15,680
Telephone Workers of British Columbia, Federation of (ind.).....	4,311	4,143	4,320
Textile Council, Canadian (ind.).....	—	1,800	1,800
Textile, inc., Fédération nationale catholique du (CTCC).....	7,440	8,290	8,630
Traffic Employees' Association (ind.).....	10,133	10,500	10,096
Vêtement, inc., Fédération nationale des travailleurs de l'industrie du (CTCC).....	5,600	5,200	5,883

## Section 10.—Grèves et lock-outs\*

Les grèves en 1956 ont été plus nombreuses et ont impliqué plus de travailleurs qu'en 1955, mais la répercussion sur l'économie a été beaucoup moins sensible, vu la perte moindre en journées-ouvrier et en proportion du temps estimatif perdu.

La perte de temps en 1956, quelque 1,250,000 journées-ouvrier, a été plus faible qu'en n'importe laquelle des quatre années précédentes. Pareillement, le temps perdu en proportion du temps estimatif fourni et la durée moyenne d'inactivité de chaque travailleur en raison de grèves ont marqué une contraction appréciable. Ces baisses sont impressionnantes si l'on tient compte du bilan des négociations en 1956. Un bon nombre des plus grandes unités de négociation de plusieurs industries importantes ont négocié de nouvelles conventions en 1956. Le nombre de conventions renégociées pour une période de plus d'un an (la majorité pour deux ans) accusait une augmentation sur les années précédentes. La majeure partie des règlements, qui prévoyaient des augmentations de salaire sensibles et une amélioration des avantages complémentaires, ont été atteints sans interruption de la production.

Un peu plus de la moitié des grèves en 1956 se sont produites dans l'industrie manufacturière, à rapprocher de près des deux tiers en 1955. De fait, la majeure partie de la réduction de la perte de temps en 1956 provient de la diminution des arrêts de travail dans les établissements manufacturiers. Toutes les autres industries ont marqué une hausse de la perte en journées-ouvrier, notamment l'industrie minière, qui a été éprouvée par un grand nombre de petites grèves d'assez courte durée qui ont impliqué chacune un nombre relativement restreint de travailleurs.

\* Un exposé complet des grèves et lock-outs survenus chaque année paraît dans les rapports du ministère du Travail.